

DGM

N° 38/CA du répertoire

N° 2005-104-b/CA du greffe

Arrêt du 17 avril 2013

Affaire : SINHA Patrice

C/

PREFET DE L'ATLANTIQUE  
ET DU LITTORAL

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date du 18 juillet 2005, enregistrée au Greffe de la Cour le 28 juillet 2005 sous le n°949/GCS, par laquelle monsieur SINHA Patrice, imprimeur, demeurant et domicilié à Houéyiho 2, Cotonou, représenté par son conseil maître Gervais HOUEDETE, avocat à la Cour a introduit un recours pour excès de pouvoir aux fins d'annulation du lotissement relatif à sa parcelle sise à Agla-Kouhounou Cotonou et à défaut, de voir condamner l'administration à lui payer d'une part la somme de vingt deux millions (22.000.000) francs CFA au titre de la valeur vénale de la portion de sa parcelle dont il est privé du fait de l'administration, et d'autre part à huit millions (8.000.000) francs CFA de dommages et intérêts pour le préjudice subi pendant sept (07) ans du fait de la non jouissance de cette portion de parcelle ;

Vu les lettres n°3197/GCS du 08 septembre 2005 et n°3198/GCS mettant le requérant en demeure de payer la consignation légale et l'invitant à accomplir la formalité de timbrage de sa requête ;

Vu la lettre n°4322/GCS du 13 novembre 2006 par laquelle le requérant a été invité à produire à la Cour ses observations ;

Vu la lettre n°0930/GCS du 19 avril 2012 par laquelle le requérant a été mis en demeure aux fins d'accomplir la formalité de timbrage prévue par l'article 682 du code général des impôts et de produire son mémoire ampliatif ;



Vu le paiement de la consignation légale constaté au dossier par reçu n°3225 délivré le 26 septembre 2005 au requérant par le Greffier en Chef de la Cour ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remis en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 organisant la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;


Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose qu'il a acquis le 13 octobre 1977 une parcelle de superficie 567 m<sup>2</sup> sise à Agla-Kouhounou et relevée à l'état des lieux sous le n°432H au cours des opérations de lotissement ;

Qu'au lotissement les agents de l'IGN lui ont indiqué la parcelle C du lot 3468 dont la superficie est de moitié de son terrain initial ;

Que toutes les démarches qu'il a entreprises en direction de l'IGN pour s'informer sont demeurées vaines et qu'il a dû recourir au service d'un huissier pour la compulsion des registres de l'administration qui lui a révélé que la parcelle attribuée est d'une superficie de 359 m<sup>2</sup> suite à une réduction de 35% ;

Que ces données qui violent la décision préfectorale n°2/35/PR-A/SAD du 08 février 1984 ayant fixé à 11% le taux du coefficient de réduction à Cotonou est la preuve évidente de ce que l'attribution faite à une autre personne de la portion à lui retirée est frauduleuse ;



Que cet état de chose qui lui porte de graves préjudices est une violation de la propriété privée et est contraire à l'article 22 de la constitution du 11 décembre 1990 ;

Que le recours gracieux qu'il a adressé au Préfet, au Maire et à l'Etat béninois représenté par l'Agent Judiciaire du Trésor est resté sans suite ;

Considérant qu'aux termes de l'article 51 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 :

« Le rapporteur dirige la procédure..... Il procède à toutes mesures d'instruction qu'il estime nécessaires. Il assigne aux parties en cause un délai pour produire leurs mémoires..... » ;

Que les articles 69 et 70 de cette Ordonnance disposent :

« Article 69 : Lorsque les délais impartis par le rapporteur prévus à l'article 51 se trouvent expirés, le Greffier en Chef adresse à la partie qui n'a pas observé le délai une mise en demeure comportant un nouveau et dernier délai. » ;

« Article 70 : Si la mise en demeure reste sans effet, la chambre administrative statue.

Dans ce cas, si c'est le demandeur qui n'a pas observé le délai, il est réputé s'être désisté et l'affaire est classée. Si c'est l'administration, elle est réputée avoir acquiescé aux faits exposés dans la requête. » ;

Considérant que le requérant invité par lettres n°3198/GCS du 08 septembre 2005 et 4322/GCS du 13 novembre 2006 à régulariser sa requête par la formalité de timbrage et à produire son mémoire ampliatif, puis mis en demeure aux mêmes fins, ne s'est pas manifesté ;

Qu'il y a lieu de constater qu'il s'est désisté et de classer l'affaire.

### **Par ces motifs,**

### **DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le requérant est réputé s'être désisté de son instance ;

**Article 2** : L'affaire est classée ;

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du requérant ;






**Article 4 :** Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA** conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT** ;

**Eliane R. G. PADONOU**

Et

**Etienne FIFATIN**

**CONSEILLERS** ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix-sept avril deux mille treize, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Aristide DEGUENON**, Avocat Général ;

**MINISTERE PUBLIC** ;

**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**

**GREFFIER** ;

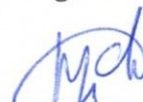
Et ont signé :

Le président-rapporteur,

Le greffier,



**Jérôme O. ASSOGBA**



**Hortense LOGOSSOU-MAHMA**